front rouge

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 24 / 4 MAI 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 / 69 LYON-PREFECTURE

référendum :

UNE FISSURE
DANS LE MASQUE DEMOCRATIQUE DE LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Debré et Marchais à Europe nº 1 : le cirque électoral des soirs de référendum

En organisant le dernier référendum, la bourgeoisie voulait "faire oublier" au prolétariat l'exploitation de plus en plus dure qu'elle lui impose. En appelant les français à se prononcer sur l'élargissement de l'Europe capitaliste, elle voulait détourner les travailleurs de leurs préoccupations quotidiennes : la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation accélérée des conditions de vie et de travail. Elle voulait aussi faire croire une fois de plus aux travailleurs qu'ils ont un certain pouvoir de décision dans la société, que le régime capitaliste est "démocratique" pour eux. Tout ceci est vital pour la bourgeoisie à l'heure où les couches les plus exploitées de la classe ouvrière se révoltent contre la surexploitation, et engagent des luttes dures comme au Joint à Saint Brieuc ou à Berliet Bouthéon, à l'heure où l'Etat capitaliste recourt de manière de plus en plus systématique à la force armée pour mater les ouvriers en grève.

La bourgeoisie avait bien réglé sa mise en scène et insisté sur l'importance qu'elle accordait à ce référendum. Dans son allocution télévisée du 11 avril, Pompidou déclarait : *"Votre confiance est indispensable à ceux qui vous représentent pour leur donner, dans les discussions de demain, le poids qui vient de l'appui populaire"*. Pour le "poids qui vient de l'appui populaire", il faudra repasser ! 11 millions 500.000 mille français, en s'abstenant, ont battu tous les records d'abstention depuis que la bourgeoisie a institué le suffrage universel en France, et plus de 2 millions ont voté blanc ou nul, nouveau record.

Au total, c'est guère plus de 1 français sur 3 qui a voté oui, encore la proportion ne porte-t-elle que sur les inscrits, tandis que 3 millions d'ouvriers immigrés n'ont pas voix au chapitre du suffrage soi-disant universel, pas plus que des milliers de jeunes de moins de 21 ans, qui, comme au Joint, se font exploiter 47 heures et plus par semaine pour des salaires égaux ou inférieurs à 800 F par mois, ou bien sont réduits au chômage. Les abstentions, de 40 % en moyenne, ont souvent avoisiné 50 %, comme dans la région Rhône-Alpes, pour atteindre plus de 80 % dans les colonies baptisées "départements d'outremer" (plus de 80 % à Pointre à Pitre, principale ville de Guadeloupe), et où les partis révisionnistes locaux eux-mêmes avaient appelé à l'abstention. Dans ces territoires, où les masses subissent une dictature ouvertement fasciste de l'impérialisme français et où celui-ci pratique à grande échelle la fraude électorale, les masses n'ont guère d'illusion sur la façade démocratique de l'impérialisme et ses élections.

La bourgeoisie a essayé de minimiser l'échec : au lendemain du référendum, les commentateurs bourgeois essaient de montrer que les abstentions n'ont aucune valeur politique, qu'elles sont seulement le fait de gens "indifférents" ou "terre à terre". Dans le "Figaro", Robinet déclare : *"il demeure surprenant que tant de Français, tant de Françaises soient incapables de répondre à une question simple et vitale pour leur avenir et celui de leurs enfants, autrement qu'en fonction de leur réaction personnelle, du coût de la vie, de leurs impôts, de leurs difficultés hexagonales..."* La bourgeoisie est ainsi déçue de voir que son stratagème a échoué, les travailleurs ne se sont pas "élevés", comme dirait Robinet, au-dessus de leurs difficultés quotidiennes.

Cependant la bourgeoisie a beau faire, le résultat est trop net pour qu'elle puisse le camoufler. Aussi, elle n'hésite pas à proférer des menaces pour défendre le gadget des élections qui lui sert à masquer sa dictature. C'est pourquoi au Conseil des ministres du 26 avril, Pompidou a parlé de "la gravité pour le jeu démocratique (c'est-à-dire pour les mascarades électorales) d'une consigne d'abstention qui, simple manoeuvre aujourd'hui, peut demain devenir un danger pour le régime démocratique". (Entendons par là que lorsque les travailleurs auront compris que les Elections ne sont qu'un paravent dont se sert la bourgeoisie, sa dictature sera en danger). Cousté, député UDR du Rhône, est plus net encore lorsqu'il propose une loi instituant le vote obligatoire sous peine d'amende.

Au lendemain du référendum, la bourgeoisie, par ses déclarations, a clairement indiqué que les élections ne sont pour elle qu'un paravent lui permettant de mener en toute tranquillité la politique conforme à ses intérêts. Ainsi le journal gaulliste la Nation déclare : "la libre démocratie a donné sa réponse" et Marcellin indique : "pour le vote d'un projet de loi *seuls comptent les suffrages pour ou contre*". La bourgeoisie ne prend donc en considération que les 37 % d'électeurs qui disent oui à sa politique et elle montre ainsi ouvertement que les élections qu'elle organise quel qu'en soit le résultat, ne sont pas une contrainte pour elle. De la même façon, la régionalisation (les pleins pouvoirs aux préfets) bien que refusée par le référendum de 69, est mise en place aujourd'hui. En décidant d'appliquer la politique qu'elle a fixée pour la construction du marché commun capitaliste élargi, malgré un référendum défavorable, la bourgeoisie diminue aux yeux des masses la valeur des élections.

Le résultat du référendum est un coup non seulement contre les partis gaullistes actuellement au gouvernement et leurs alliés "centristes" mais aussi contre le P"C"F. En effet, puisque les élections sont le moyen par lequel les révisionnistes espèrent arriver au pouvoir, ils ne veulent surtout pas que celles-ci soient discréditées auprès des masses, aussi ont-ils tout fait pour faire apparaître le référendum comme quelque chose de "sérieux", digne d'intérêt, pouvant changer le cours des choses. Ils ont appelé à voter non, en indiquant que plus les non seraient nombreux, plus l'échéance d'un changement de régime "en faveur des travailleurs" serait rapprochée. Aux travailleurs en lutte, comme au Joint à Saint Brieuc, ils ont dit que le vote non au référendum donnerait des "perspectives nouvelles" à la lutte, qu'en fin de compte, c'est dans ces consultations, montées par la bourgeoisie, que résidait l'espoir, pour les travailleurs, de se sortir de leurs mauvaises conditions de travail et de vie.

Ainsi, les révisionnistes ont apporté un précieux appui à la bourgeoisie en essayant de redonner quelque crédit à ce référendum, ils ont mené une propagande commune avec elle, pour condamner d'avance l'abstentionnisme. Une fois le résultat connu, ils ont essayé eux aussi de minimiser l'importance des abstentions et tenté de faire croire que partout la classe ouvrière avait suivi leur consigne : s'il est vrai qu'il y a plus de NON que Duclos n'avait obtenu de voix aux présidentielles de 68, il est sûr qu'une partie de ceux qui suivent habituellement les consignes du P"C" se sont abstenus à ce référendum. C'est ainsi que l'huma du 25-4 reconnait qu'une fraction du corps électoral "communiste" s'est abstenue dans "la zone ouest du bassin minier (du nord), la plus durement touchée par les liquidations des houillères." C'est ainsi que des centres ouvriers de la banlieue parisienne comme Nanterre, ont eu un pourcentage d'abstentions nettement supérieur à la moyenne nationale de 40 %, que des centres ouvriers de la région lyonnaise comme Venissieux et Vaulx en Velin, où le P"C" dirige les municipalités, ont eu un pourcentage d'abstentions nettement supérieur à 50 %.

Le P"C"F et les autres partis bourgeois tombent donc d'accord pour essayer de camoufler l'importance politique des abstentions et des votes blancs et nuls d'une ampleur sans précédent, ils veulent cacher qu'au fur et à mesure que se renforce l'exploitation capitaliste, et que se développent les luttes de la classe ouvrière, la façade démocratique (avec en particulier les élections), dont le but est de masquer la contradiction violente prolétariat-bourgeoisie, ne peut que se lézarder.

Si aujourd'hui le parti de Mitterand reprend à son compte les abstentions c'est uniquement pour avoir plus de poids face au P"C" dans les marchandages pour le futur partage des portefeuilles ministériels.

Le référendum du 23 avril est une expérience qui permet au prolétariat d'y voir plus clair sur l'imposture de la démocratie bourgeoise, même s'il n'a pas encore rejeté ses illusions électoralistes.

A BAS L'ELECTORALISME, PIEGE DE LA BOURGEOISIE ET DES REVISIONNISTES POUR MAINTENIR LA DICTATURE DU CAPITAL !

Michel Labroche, jeune cheminot, a été assassiné la veille du référendum, pendant qu'il gardait un panneau électoral du P"C"F.

Michel Labroche est mort pour rien, pour défendre la ligne contre-révolutionnaire du P"C"F. Les dirigeants du P"C"F ont une lourde responsabilité de sa mort. Ils envoient la classe ouvrière désarmée au combat, en prétendant que la lutte restera pacifique. La vérité est toute autre : la clique bourgeoise au pouvoir est prête à tout pour maintenir sa dictature, l'assassinat de Labroche en est la preuve.

Les dirigeants du P"C"F ont trahi Labroche une première fois en lui cachant la nature réelle de la bourgeoisie. Ils le trahissent une deuxième fois en refusant de laisser s'exprimer la juste haine de la classe ouvrière contre les assassins d'un des leurs. Quand il ne devrait y avoir que haine de classe, eux parlent de drame regrettable. Les nécessités d'un déroulement normal du référendum l'ont emporté : ils ont laisser enterrer Labroche en silence.

A BAS LES ASSASSINS A LA SOLDE DU CAPITAL !
A BAS LES REVISIONNISTES COMPLICES !

C.G.T. ET C.F.D.T, UNE MEME LIGNE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Réaffirmation du caractère de classe, congrès de l'unité, c'est l'image que veut donner la CGT de son congrès de Nîmes. Avec, en plus, le caractère démocratique que Séguy s'est plu à démontrer en s'appuyant sur des réticences à l'égard de la ligne de la CGT de 2 sections de fonctionnaires.

La CGT a réaffirmé son indépendance à l'égard des partis politiques. En fait, une bonne partie des documents sont directement puisés dans le "programme pour un gouvernement démocratique d'Union Populaire" du P"C"F. La réalité, c'est que Séguy a besoin de se cacher derrière une prétendue indépendance à l'égard du P"C"F pour mieux faire passer sa ligne révisionniste, contre-révolutionnaire, pour mieux tromper la classe ouvrière. Le congrès montre en fait, qu'il ne peut y avoir de syndicat indépendant de toute ligne politique révisionniste, réformiste ou révolutionnaire. La ligne de la CGT est bien une ligne révisionniste, et elle se traduit principalement par deux aspects :

— Camoufler la paupérisation de la classe ouvrière

— Mettre les OS à la remorque des couches moyennes pour réaliser l'unité de tous les salariés.

CAMOUFLER LA PAUPERISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Baisse du salaire réel, dégradation des conditions de travail avec des cadences infernales, progression en flèche du chômage : la CGT ne peut passer sous la table, ignorer purement et simplement ces problèmes de tous les instants de la classe ouvrière, mais elle est passée maître dans l'art de vider ces questions de leur contenu, d'enjoliver le sort de la classe ouvrière par de belles phrases.

Si, dans le rapport d'activité, il est question de la baisse du salaire, c'est de celui des fonctionnaires qu'il s'agit : *"En 2 ans, une partie importante des salariés a connu une stagnation de son pouvoir d'achat et même en certains cas, régression. C'est en particulier le cas des fonctionnaires."* C'est aussi celui des ingénieurs, cadres et techniciens à cause surtout des charges fiscales (Séguy : rapport d'ouverture). Toutefois, les révisionnistes prennent leurs précautions, ils parlent en termes vagues d'atteinte au pouvoir d'achat et parfois de diminution de celui-ci pour les familles nombreuses en particulier.

Le problème du chômage est réduit à de simples difficultés de l'emploi, qui sont réelles mais qui ne sont pas directement liées à la nature du Capital mais à une mauvaise gestion. L'application des accords sur l'emploi et sur la formation professionnelle atténuerait fortement le chômage.

Dans sa documentation d'orientation, la question du chomage (ou plutôt de l'emploi) figure au point 5 des objectifs.

Les conditions de travail : Séguy et Compagnie ont beaucoup de mal à éluder leur aggravation. Mais, encore une fois, ils abordent la question sans mettre en avant la nature du Capital. Pour eux l'intensification du travail n'est pas une loi du capitalisme mais un simple accident de parcours. C'est particulièrement clair quand Séguy se

38e congrès de la cgt révisionniste

réfère au document de la CGT "Pour des conditions de travail plus humaines". le capital pourrait faire un effort et adoucir un peu le sort de la classe ouvrière. Dans les préoccupations de la CGT l'amélioration des conditions de travail passe après la retraite à 60 ans et les 40 heures.

Il n'est pas question, à aucun moment de la baisse du salaire réel des OS, de la montée en flèche des accidents et des maladies professionnelles. La CGT enrobe l'exploitation de la classe ouvrière dans de grandes phrases, pour mieux camoufler sa nature de classe.

METTRE LES OS A LA REMORQUE DES COUCHES MOYENNES

La CGT a beau faire, l'exploitation forcenée dont fait l'objet la classe ouvrière, et particulièrement les OS, suscite la colère et provoque la révolte. La CGT n'a pas pu ne pas le remarquer, et elle est bien obligée de reconnaître que "les luttes sociales ont grandi en intensité", que "les luttes sont plus nombreuses et plus aigües". Il s'agit, pour la CGT, de tirer des leçons des dernières luttes.

S'agit-il pour la CGT, de mettre en valeur le rôle prépondérant qu'y ont joué les OS, la combativité des couches les plus exploitées de la classe ouvrière ? Absolument pas. Voilà les leçons que tire un document de la Commission Exécutive du 20 octobre 71 des formes actuelles de la lutte des classes : *"C'est une situation complexe, malsaine et dangereuse que l'action syndicale ne peut ignorer, une situation propice à la confusion, à l'impatience, à la pénétration de toutes les utopies, à des explosions de colère et des actions irréfléchies."*

Il ne s'agit donc pas pour la CGT, de donner aux ouvriers en lutte, les moyens de dépasser leur révolte spontanée, mais, bien au contraire, de réprimer, de juguler par tous les moyens ces luttes "dangereuses".

Et tout l'arsenal de la CGT est mis au service de cet objectif, à commencer par la "démocratie syndicale" qui a fait couler beaucoup de salive lors de la préparation du congrès. Dans le document cité plus haut, elle s'exprime de la façon suivante : *"L'élaboration d'une juste tactique de lutte relève, en premier lieu, de l'organisation syndicale et le succès de son application dépend de l'adhésion consciente des travailleurs appelés à y prendre part."* Voilà ce que çà donne dans la pratique de la CGT : quand une lutte ne rentre pas dans le cadre de la ligne révisionniste (par exemple, avant un référendum) l'organisation syndicale décide qu'elle n'est pas juste et utilise tout son poids pour la saboter : tracts, délégués... De même, si une lutte n'a pas l'adhésion de tous (par exemple, une lutte d'O.S. qui déplaît aux contremaîtres, aux ingénieurs, aux cadres...), la démocratie syndicale cégétiste exige de la saboter.

L'adhésion de tous les salariés, telle est l'impérieuse nécessité de plus en plus mise en avant pour la réussite d'une lutte. On se souvient du rôle que la CGT fait jouer à l'opinion publique dans les grèves de secteur public : en gros, si l'ORTF n'est pas d'accord avec la grève, autant ne pas la déclencher ! Aujourd'hui la documentation d'orientation du Congrès précise : *"Misant sur le fait que dans un mouvement montant, le degré de combativité n'est pas au même niveau parmi les différentes catégories de salariés, en maintes occasions, patrons et gouvernement ont tenté délibérément d'entraîner les travailleurs dans des épreuves de force à la faveur desquelles ils auraient, sans la vigilance des organisations syndicales, porté des coups sévères au mouvement ouvrier".* Effectivement, les ingénieurs sont moins combatifs que les O.S. : heureusement, les organisations syndicales vigilantes sont là pour conseiller aux O.S. d'attendre, pour déclencher la lutte le jour où tous les ingénieurs seront d'accord avec eux ! ! !

Toutes ces manoeuvres n'ont qu'un but, mettre la classe ouvrière, et plus particulièrement les O.S. à la remorque des fameuses "couches moyennes" objet de tous les vœux du P"C"F. Car voilà ce qui se cache derrière la tactique cégétiste : la ligne révisionniste du P"C"F, l'entente de toutes les forces "anti-monopolistes", de l'O.S. à l'ingénieur, l'union de la gauche pour "un gouvernement démocratique d'union populaire". L'action toute entière de la CGT est subordonnée à la politique électoraliste du P"C"F.

la démocratie syndicale... de l'OS à l'ingénieur
(photo parue dans "le Peuple", organe officiel de la C.G.T.)

La CFDT, notamment depuis mai 68, s'est fait une réputation de syndicat contestataire qui serait de tendance plus révolutionnaire que la CGT. Récemment, elle a encore davantage accrédité cette réputation : elle a couvert de son sigle des grèves prolongées menées par des ouvriers immigrés à Penarroya-Lyon et à Girosteel. Après l'assassinat d'Overney, elle a appelé, à Renault-Billancourt à un meeting et à un débrayage le lundi 28 février. Le samedi la CFDT-Paris appelait à l'enterrement.

Beaucoup de groupes révolutionnaires en arrivent ainsi à regarder du côté de la CFDT, à décider d'y militer de préférence, à soutenir même publiquement certaines positions jugées révolutionnaires de la CFDT (voir l'Humanité Rouge sur l'affaire Overney).

LES ORIGINES : UN SYNDICAT CHRETIEN ANTI-COMMUNISTE

Mais d'où vient au fait la CFDT ? La CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) dont elle est issue a été créée en 1920 dans un but bien précis : s'opposer au rayonnement de la Révolution prolétarienne d'octobre 1917 en Russie ; propager dans la classe ouvrière l'anti-communisme virulent des curés : "le bolchevisme, c'est l'écrasement de la liberté, la dictature du prolétariat, c'est la dictature contre les ouvriers".

La CFDT a-t-elle rompu avec l'anti-communisme de ses origines ? Nullement comme le prouvent les étapes de sa mutation :

— en 1959, la CFDT se déclare pour une "planification démocratique" ; cela n'a rien de révolutionnaire. Depuis 45, la bourgeoisie française et son état mettent en œuvre une certaine planification "à la française"...

— en 1964, la grande majorité de la CFTC décide d'enlever le crucifix jusque là cloué à sa porte et de prendre l'étiquette laïque de CFDT. Mais ce faisant, un peu comme les curés qui troquent leur soutane contre le complet veston, elle ne renie en rien l'essentiel de ses conceptions, anti-communistes.

— En 1968, le bureau confédéral lance un appel "à l'autogestion". Ce n'est que la vieille idée réformiste selon laquelle un *"pouvoir ouvrier de type syndical pourrait se développer au sein même du capitalisme et finalement s'y substituer progressivement, sans que la classe ouvrière ait à briser l'appareil d'état bourgeois".*

— En 1970, lors de son 35e Congrès, la CFDT fait une découverte : *"nous pouvons maintenant nous mettre d'accord à la CFDT pour dire que cette société que nous préconisons est une société socialiste".*

— Désormais la CFDT prend sa place dans un quatuor de la "gauche" : d'une part le P."C."F. et la CGT d'autre part le PS de plus en plus étroitement associé à la CFDT. Descamps aussitôt retraité de la CFDT prend sa carte au PS.

En fait la soi-disant radicalisation de la ligne de la CFDT est étroitement subordonnée à la dégénérescence révisionniste du P"C"F et de la CGT. Au fur et à mesure que le P"C"F et la CGT perdent tout contenu révolutionnaire et deviennent des organisations qui répriment la classe ouvrière, au fur et à mesure que la classe ouvrière rentre en contradiction avec le révisionnisme, l'anticommunisme de la CFDT n'a pas le même rôle à jouer : il vient compléter celui des révisionnistes.

CGT-CFDT : UNE MEME STRATEGIE ANTI COMMUNISTE

Car du point de vue de la stratégie, ce n'est pas la CFDT qui a changé, c'est le P"C"F qui a rejoint avec la CGT les vieilles positions de la CFDT.

— négation du rôle dirigeant de la classe ouvrière :... *"la classe ouvrière déborde même les salariés, y appartiennent tous ceux qui dans la société d'aujourd'hui ont conscience que le système les aliène et les exploite, et sont décidés à se battre pour changer les choses, quel que soit le mode de production, quel que soit le mode de travail, salarié ou non salarié"* (Edmond Maire).

— refus catégorique de l'insurrection armée : *"nous refusons toute politique de violence que des minorités agissantes utilisent pour imposer leurs idées"* (rapport Jeanson p. 38). *"Nous repoussons la thèse du "développement systématique des antagonismes de classe"... "à suivre cette thèse on aboutit à une* lutte sans mesure *qui consiste... du côté des travailleurs, à chercher une organisation économique et politique qui débouche sur la dictature totalitaire du prolétariat" (p.34).*

à la cfdt, une vieille tradition anticommuniste

— refus catégorique de la dictature du prolétariat : *"il est clair que pour nous la démocratie ne tolère pas la domination... d'une force politique, d'une classe, même s'il s'agit de la dictature du prolétariat quelle que soit sa forme"* (rapport p.24).

— négation de la nature de classe de l'état bourgeois : "l'état n'a-t-il pas une existence spécifique, exprimant ainsi les rapports de force existant dans la société à un moment donné ?" (Syndicalisme, novembre 71, p.2). *"Sous la pression des organisations syndicales et du mouvement ouvrier, l'état se voit contraint de tenir compte d'une partie de leurs exigences en matière économique, de droits sociaux et de garanties des libertés et de les intégrer à son système juridique" (id.p.5).* Dès lors pour la CFDT, ce n'est plus la peine de détruire l'état capitaliste et de le remplacer par un état du prolétariat : l'état est quelque chose de "neutre", quant au fond, plus ou moins fortement utilisé par la classe dominante selon les circonstances.

— la CFDT prône donc une stratégie "progressive" : *"personne ne pense que le passage de cette société présente capitaliste à la société socialiste que nous avons définie pourra s'opérer en une seule étape, par un seul "coup d'épaule" et nous ne sommes pas les partisans du "tout ou rien" (p.37).*

Le P"C"F et la CGT se sont alignés de fait sur ces positions réformistes : "passage pacifique au socialisme", révolution par étapes, en passant par la "démocratie avancée". D'un côté comme de l'autre, le même anti-communisme, mais sous des présentations différentes : le P"C"F et la CGT salissent le socialisme en vantant comme modèles l'URSS et les pays de l'Est qui sont devenus des pays capitalistes. La CFDT, elle, calomnie le socialisme et en particulier la Chine Rouge, en mettant tout dans le même sac. *"A Moscou comme de nouveau à Prague, à Athènes comme à Madrid, à Pékin comme à Paris"* (p.23), c'est tout pareil, pour la CFDT, il n'y a pas de démocratie.

DEUX TACTIQUES DIFFERENTES MAIS COMPLEMENTAIRES

Profondément d'accord sur la stratégie, la CGT et la CFDT ne se disputent et ne se démarquent que sur des points de **tactique**.

La CFDT reproche en gros, à la CGT, de trop subordonner l'action syndicale à des préoccupations électorales. Elle oppose à cela une tactique d'accumulation des succès revendicatifs, *"une prise de conscience collective et progressive à travers les faits, les évènements, l'action de tous les jours"* (rapport p.38). Mais ce n'est qu'une question de nuance : *"si pour la CFDT, ce sont des luttes sociales et l'action des masses populaires qui constituent l'axe essentiel de sa stratégie, elle n'exclue pas l'éventualité d'un changement électoral du pouvoir politique"* (Syndicalisme p.8).

Se disant plus près de la base, la CFDT met l'accent officiellement sur les revendications qualitatives (conditions de travail, cadences, durée du travail) s'opposant à la CGT axée sur les revendications quantitatives de salaires. En fait elle n'avance ce type de revendications que pour faire croire qu'elles constitueraient à elles seules une *"mise en cause du système capitaliste"* (rapport p.40).

De même la CFDT se vante *"de remettre en cause l'éventail des salaires en réclamant son rétrécissement"*, alors que la CGT, elle, défend la hiérarchie. Mais Jeanson ajoute aussitôt : *"il ne s'agit pas évidemment de diminuer les qualifications et les responsabilités des cadres"* (rapport p.41).

La charité chrétienne qui anime la CFDT la pousse à se pencher sur le sort des travailleurs immigrés, à cautionner des luttes dures comme celle de Girosteel ou de Penarroya. Mais c'est pour les assimiler à des "laissés par compte de notre société capitaliste et les englober avec tous les *"défavorisés : smigards, familles nombreuses, vieillards, handicapés"* (rapport p.40). Alors que la CGT craint et réprime ouvertement les lutte des ouvriers les plus exploités.

Toutes ces positions restent dans le cadre du réformisme, et ne prennent un air radical, contestataire que parce qu'elles se savent abritées par l'emprise dominante du révisionnisme sur la classe ouvrière. Pour la CFDT ces couches les plus exploitées de la classe ouvrière posent un problème marginal à résoudre d'urgence, mais pas plus que la CGT elle ne les considère comme des couches qui, ayant tout à gagner de la destruction du capitalisme, sont les forces potentielles décisives de la Révolution prolétarienne.

UNE PRATIQUE "LIBERALE" AU SERVICE D'UNE LIGNE REFORMISTE

...CGT et CFDT se partagent donc la diffusion des idées contre révolutionnaires dans la classe ouvrière. Seulement elles ne procèdent pas de la même manière. Quand la CGT s'oppose ouvertement aux luttes, (Penarroya, Zig-Zag), souvent la CFDT les dirige et même les impulse. Il est évidemment bien plus facile de faire passer la camelote réformiste auprès des ouvriers quand on les soutient que quand on les calomnie. Car jusque dans la pratique quotidienne des luttes, c'est leur ligne qu'ils font passer : on s'oppose à l'emploi de la violence révolutionnaire, on n'accuse que "la mauvaise gestion" de certains patrons et non pas le système capitaliste etc...

Cette pratique libérale pourrait bien n'être aussi qu'une tactique de sergents recruteurs. En effet, face à la CGT, la CFDT a besoin de gagner la confiance d'un grand nombre d'ouvriers. Du reste quand la cause est gagnée, la CFDT ne dédaigne pas les méthodes plus vigoureuses de la CGT. A Dunkerque — Creusot-Loire, où elle est majoritaire, c'est elle qui a imposé la reprise du travail. A Penarroya-Lyon, où la CGT était inexistente, la CFDT s'est opposée aux militants révolutionnaires.

Cependant l'aspect principal, qui est la ligne contre-révolutionnaire de la CFDT, ne doit pas nous faire oublier certains aspects secondaires. Par exemple que certaines revendications lancées par la CFDT (contre les cadences, les augmentations hiérarchiques) rencontrent celles des masses. Et aussi, actuellement, que la CFDT n'a pas le caractère social-fasciste que prend la CGT lorsqu'elle s'oppose par la force aux militants révolutionnaires, voire aux masses, comme lors des piquets anti-grève de Renault (après l'assassinat d'Overney).

joint-français - saint-brieuc
8e semaine de grève

Les ouvriers du Joint continuent la lutte, malgré les manœuvres des révisionnistes et des réformistes.

Ils entament leur 11e semaine de grève, dont 8 de grève totale. Loin de dépérir, la combativité a repris cette semaine, un nouveau souffle, lors d'une réunion de bilan entre les plus combatifs du comité de grève. C'est ce que prouve l'occupation des locaux de l'Union Patronale d'Armor et la séquestration de Donnat, directeur local du Joint, par 150 grévistes. Le soutien a déjà rapporté plus de 50 millions et un grand rassemblement régional doit se tenir cette semaine (devant l'usine souhaitent beaucoup d'ouvriers du Joint.)

CE NE SONT POURTANT PAS LES TENTATIVES DE SABOTAGE QUI MANQUENT

La semaine dernière, le préfet tente un vote à bulletins secrets sur les propositions patronales (3 centimes, c'est-à-dire rien de nouveau). Cette semaine, la CGT reprend l'idée, sans plus de succès.

Le 20 avril l'UD-CGT avait poussé les délégués à ne plus réclamer que 40 centimes, au moment où les ouvriers du Joint manifestaient en ville aux cris de "Nous voulons nos 70 centimes". Beaucoup ont compris que la CGT était contre la lutte (du reste, un ponte CGT de Paris l'avait qualifiée d'"aventuriste").

Devant une telle attitude de l'UD-CGT, et un P."C".F. inexistant, la CFDT avait la partie belle. Et elle s'est très bien débrouillée : d'accord avec la grève illimitée dès le début, elle était devant la boîte tous les matins, elle a participé activement au soutien et n'a pas dit un mot du référendum. Pendant que l'UD-CGT refusait de participer aux meetings quotidiens, et faisait de la retape pour le NON au référendum.

Grâce à son attitude, c'est la CFDT qui a été la seule capable de freiner les initiatives des plus combatifs et de propager les illusions réformistes, celles que les révisionnistes propagent d'habitude.

TOUTE LA LIGNE REFORMISTE DE LA CFDT.

• Contre la violence révolutionnaire, pour le respect de la légalité bourgeoise.

C'est la CFDT qui prêchait que les flics n'oseraient pas intervenir à la veille du référendum, et il y a eu 500 flics pour envahir le JOINT et seulement 15 ouvriers au piquet. C'est la CFDT qui, avec la CGT, a empêché à plusieurs reprises les manifestants de se diriger vers le Joint. C'est le secrétaire de l'UD-CFDT, Le Faucheur, qui, après la séquestration de trois directeurs déclarait : *"ce n'est pas une séquestration, mais des négociations prolongées (!)"*, ce qui revient à désavouer l'action des ouvriers.

Un délégué CFDT du Joint nous a parfaitement résumé ses positions en déclarant : *"Vous les maoïtes, vous êtes pour la violence, mais nous, nous sommes contre : une force "tranquille" est beaucoup plus imposante qu'une force qui se bagarre".* C'est mot pour mot la même formule pacifiste que celle du P"C"F.

• Faire du joint un cas particulier, dû à une mauvaise gestion, à une décentralisation ratée.

Alors que la situation du Joint n'est que celle de toute la classe ouvrière à l'heure de la crise du capitalisme, l'UD-CFDT déclarait le 21 avril qu'elle "ne peut que dénoncer la mauvaise gestion notoire et les fautes graves de la direction... alors même que les élus du personnel au Comité d'entreprise n'ont jamais cessé de renouveler leurs suggestions."

Au moment où Wendel-Sidelor va supprimer 12.000 emplois en Lorraine, où le chômage est général, la CFDT déclare "les travailleurs bretons doivent-ils subir les erreurs de gestion d'états-majors parisiens ? "

Même si c'est dans la nature du capitalisme de développer des régions et d'en liquider d'autres (comme la Bretagne) selon le critère du profit maximum, tenir de tels propos, c'est cacher la nature même du capitalisme, essayer de mettre des œillères aux ouvriers du Joint dont certains, qui en sont à leur première lutte, n'ont encore qu'une vision locale de l'exploitation capitaliste.

• Faire croire aux ouvriers que l'état capitaliste est "neutre" et peut être "l'arbitre entre ouvriers et patrons".

Le 21 avril, la CFDT déclare qu'elle *"espère que le préfet a le pouvoir d'amener la direction de l'entreprise à négocier sur des bases sérieuses, permettant une solution acceptable pour tout le personnel en grève."* Et jusque dans les discussions devant l'usine, les responsables CFDT parlent des *"Pouvoirs Publics qui représentent normalement l'intérêt général et doivent prendre leurs responsabilités".*

Tout ceci revient à masquer que l'Etat capitaliste n'est rien d'autre que l'instrument de domination du capital, qu'il n'est nullement indépendant de lui, et que pour lui, il n'y a pas d'intérêt général autre que celui du capital.

Ainsi, au Joint où P"C"F et CGT ne sont pas en position de force, c'est la CFDT qui se charge du boulot, en reprenant au fond, les mêmes idées contre-révolutionnaires.

Le 30 avril 1972.

la grève de bouthéon

un coup contre le plan berliet de surexploitation...

Lundi 17 avril, les ouvriers de Berliet-Bouthéon decident la grève illimitée avec blocage des stocks par des piquets de grève jour et nuit.

UN SALE COUP POUR BERLIET

Bouthéon, c'est une petite unité de production de boîtes de vitesse de 250 ouvriers, sans compter les régleurs, mensuels et cadres (en tout : 350), implantée par Berliet il y a 2 ans à peine dans la Loire. Bouthéon est le résultat du plan de décentralisation qui permet à Berliet, outre de profiter de subventions supplémentaires de l'état, de baisser les salaires, et d'intensifier le travail impunément (croit-il), puisque les ouvriers se retrouvent isolés, dispersés, et que le front de lutte est momentanement brisé, ou bien qu'on embauche des ouvriers-paysans sans traditions de lutte.

A Bouthéon Berliet a embauché surtout des anciens paysans devenus semi prolétaires, et il leur mène la vie dure :

— la discipline est militaire.

— il refuse de répondre aux revendications depuis 18 mois.

— l'arbitraire règne pour la paie : OS de fabrication ont trois niveaux de rémunération en fonction du rendement, et ça ne fait pas lourd dans les poches... moins qu'à Venissieux (100 F. de moins par mois).

— les cadences y sont encore plus insupportables, et la déqualification est fréquente sous prétexte que le travail est plus "simple" entendons plus parcellisé.

— en plus les ouvriers viennent de loin et les transports sont difficiles.

"Il n'est pas prêt d'y avoir une grève ici "disait-on dans le clan Berliet. La lutte déterminée des ouvriers de Bouthéon anéantit d'un coup ces illusions. Contre les bas salaires et les conditions de travail la lutte dure a été engagée : le blocage immédiat des stocks chez ces ouvriers sans traditions de lutte a mis en péril les rêves dorés de la direction. Ça pourrait redonner des idées... Les revendications : augmentation de 30 centimes pour tous, suppression du salaire au rendement, et baisse des cadences, prime de transport, sont celles de tout Berliet. Les OS sont en tête de la lutte : mensuels et régleurs continuent le travail.

LA PEUR DE BERLIET

Evidemment pour Berliet il n'est pas question de lacher quoi que ce soit. Il veut rentabiliser au maximum, ce qui veut dire pressurer au maximum les ouvriers. Tout est fait pour mater les ouvriers de Bouthéon :

— étude de boîtes à vitesse allemandes pour remplacer (boîtes ZF).

— campagne d'intox dans la presse pour isoler les grévistes ("cette grève menace l'emploi de 10.000 ouvriers).

— enfin plutôt que de faire venir d'ailleurs ses boîtes de vitesse, Berliet choisit de tenter de casser net l'offensive ouvrière : mercredi 26, il fait sortir ses stocks de Bouthéon par 300 C.R.S. en tenue de combat. Les cadres dans leur ensemble se mettent au service de cette "noble" entreprise : à Bouthéon les E.T.D.A. travaillent sur les machines à la place des ouvriers ! Tandis que les techniciens de Bourg et de Vénissieux continuent d'étudier le remplacement par d'autres boîtes.

Mais Berliet prend ses précautions. Il a peur que les ouvriers de Vénissieux, Bourg, St.-Priest, Montplaisir, ne suivent l'exemple de Bouthéon. Aussi d'un côté il brandit la menace de lock out en renvoyant chez eux le vendredi 21 les monteurs de CD1 à Vénissieux ; d'un autre côté, il va mettre ses stocks en lieu sûr (déjà 2.000 camions).

C.F.D.T. : UN SOUTIEN QUI PERMET DE MIEUX FREINER

A Bouthéon, où elle est très largement majoritaire par rapport à la C.G.T., elle soutient les mots d'ordre avancés par les ouvriers, elle aide à l'organisation des collectes.

Cela lui a permis d'empêcher l'occupation : les grévistes sont devant la porte, et les flics ont pu intervenir, sans que les ouvriers soient préparés à résister, le 27, sur le simple prétexte d'"entrave à la circulation sur une voie publique" ! D'autre part, si jusqu'au 27 les camions chargés de stocks n'avaient pu sortir, depuis le début la C.F.D.T. laissait passer réglers et E.T.D.A. venus travailler... aux machines ! Elle ose parler de "leur communauté profonde d'intérêts avec les ouvriers". Simplement ils se laisseraient forcer la main par la direction !

A Vénissieux par contre la C.F.D.T. est minoritaire. Un élargissement du conflit lui ferait à tout coup perdre le contrôle de sa chasse gardée de Bouthéon. Aussi elle contribue à bloquer la solidarité active.

LES MENSONGES ET LES MANIPULATIONS DE LA C.G.T.

Elle, minoritaire à Bouthéon, préférerait étendre le conflit ; il s'agit surtout pour elle d'utiliser un mouvement de lutte isolé pour l'ouverture de négociations générales et "sérieuses"... Encore faut-il que ce mouvement reste bien limité : aussi elle s'agite beaucoup et fait luire l'espoir d'une intervention rapide du préfet qui sauverait tout. On voit ce qu'elle entend par des négociations "sérieuses" quand elle s'évertue à cacher le rôle des cadres et à défendre leurs revendications : "certaines personnes sont mises à la fabrication des boîtes" (mais qui ?) ; et elle ose ajouter aux revendications de Bouthéon, dans ses tracts, une revendication contradictoire avec les 30 centimes pour tous les ouvriers : "un salaire en fonction des responsabilités".

Malgré les divergences de tactique, les 2 syndicats se retrouvent côte à côte pour empêcher l'extension de la grève (soutien limité à un débrayage d'1 h), pour cacher la nature des intérêts des cadres et de la maîtrise, pour cacher le rôle de l'appareil d'état par des interventions fébriles auprès du préfet et de l'inspection du travail qui sèment la confusion.

Notre tâche essentielle est d'amener une partie des ouvriers à rejeter leurs illusions révisionnistes et réformistes. Pour cela :

— nous participons à la lutte économique, à la grève : nous la popularisons et nous avançons dans notre tract du 28 avril le mot d'ordre "refusons de monter les boîtes de vitesses prises de force à Bouthéon".

— nous développons la propagande marxiste-léniniste :

• sur le rôle de la hiérarchie, des cadres, en majorité agents du patron dans son exploitation et dans les luttes. Nous visons plus particulièrement l'unité antipopulaire du P."C".F.

• sur la compétitivité-Berliet, dans le cadre de la crise de l'impérialisme : Berliet appelle les ouvriers à se serrer la ceinture, à l'aider à renforcer ses profits. Mais nous n'avons rien à gagner à le "défendre" contre ses concurrents.

• sur le rôle de l'état, qui prodigue à Berliet ses subventions d'un côté, ses C.R.S. de l'autre. L'état capitaliste est une machine à drainer l'argent du peuple pour les patrons et à réprimer les luttes populaires.

Correspondant Berliet.

L'AGITATION DANS LES USINES

Pour faire un bon travail d'agitation dans une usine, l'essentiel est la ligne politique qu'on suit : sur quoi dénoncer l'exploitation capitaliste, le révisionnisme, comment parler de la révolution prolétarienne armée, du socialisme, sur quels ouvriers s'appuyer etc... Cependant, trop souvent, on néglige comment faire passer nos idées, se lier aux masses autour de soi. Et si on ne prête pas suffisamment attention à ce problème, la ligne politique ne passe pas. C'est pourquoi, nous avons jugé utile de demander à un camarade ouvrier marxiste-léniniste de nous faire part de sa longue expérience d'agitateur, et volontairement, nous lui avons demandé de ne parler que de cet aspect de son travail politique.

Question : *Les militants révolutionnaires dans les usines hésitent parfois à participer aux luttes revendicatives (salaire et autres). Ils craignent d'être accusés "d'économisme". Ou bien s'ils s'y intéressent, ils ne font souvent qu'apporter des explications, sans participer directement à la lutte. Qu'en penses-tu ?*

Réponse : **Autrefois, j'ai été délégué C.G.T., et puis, il y a quelques années, j'ai quitté la C.G.T. Aujourd'hui, j'ai regagné la confiance de la grande majorité de mes camarades de travail. C'est parce que je n'ai jamais arrêté de lutter dur. Dans les boîtes, il ne faut pas avoir peur. Un jour, au cours d'une action, un contremaître voulait nous empêcher de débrayer : je lui ai promis deux claques dans la gueule s'il ne nous laissait pas passer. Vraiment, je t'assure, une attitude ferme, face aux chefs quand les gars sont autour, ça paye. Si on défend le beefsteack des gars, un jour on les amènera avec nous. Récemment, avec les copains, on a passé dans le coin un film sur le Vietnam : il y a dix ouvriers tunisiens qui sont venus au film. Il y a quelque temps, on avait dirigé une lutte contre des expulsions dans leur bidonville. Aujourd'hui, ils s'en sont souvenus et ils sont venus voir notre film.**

Q. : Je suppose que tu ne te contentes pas d'intervenir sur les revendications de la boîte et que tu parles aussi de politique ?

R. : Bien sûr, je parle de tout et je n'ai jamais caché mes idées. Pendant longtemps, dans la boîte, on m'a appelé Staline ; maintenant, on m'appelle Mao et j'espère que ça continuera. Je profite de la moindre occasion au casse-croûte, dès qu'on est 4 ou 5 réunis...

L'autre jour, j'ai lu dans un journal un article : l'Amérique faisait un prêt à l'Union Soviétique ; en échange de ses 200 millions de dollars, l'U.R.S.S. doit acheter du blé aux U.S.A. Je découpe l'article et j'en discute avec les camarades : je leur explique que, du temps de Staline, l'U.R.S.S. était le grenier de l'Europe, avec 2 récoltes de blé par an. Aujourd'hui, plus de blé : qu'est-ce qui se passe là-bas ?

Aujourd'hui, sur l'offensive au Vietnam, il y en a qui disent que c'est le Nord qui attaque le Sud : je leur rappelle que, quand il y avait en France la ligne de démarcation il a fallu bien souvent la franchir, cette ligne, pour donner un coup de main aux camarades, de l'autre côté.

Tu vois, l'actualité, ça nous sert beaucoup, à condition de trouver chaque fois le truc intéressant à dire, qui touche les gars.

Q. : Peux-tu donner des détails sur la manière dont tu t'y prends ?

R. : Surtout, il ne faut pas louper une occasion. Il faut dénoncer petit à petit, à chaque instant. La moindre occasion, il faut en profiter.

On dit que la C.G.T. et le P."C".F. sont forts. Tous les jours à 13 h. je suis à la porte de la boîte, et maintenant c'est nous qui tenons le pavé. A un moment, ils distribuaient des tracts d'insultes sur nous, je leur ai dit : "Donnez-moi donc vos tracts, je vais les distribuer à votre place". Et je les ai distribués en montrant aux gars de quoi ils étaient capables.

Pour distribuer les tracts, on a une chaîne de diffusion ; on fait des petits paquets de dix, on attend les camarades à la porte et on leur donne les tracts à diffuser dans leur coin. Après, je vais voir dans les ateliers, si les gars ont bien lu le tract. C'est comme quand on m'envoie travailler dans un autre coin de la boîte, je remplis mes poches, je n'y vais jamais les mains vides... je suis armé, quoi ! Je peux faire mon boulot. Et dans mon coin, il y a ma caisse à outils : un vrai stand, des photos, des articles découpés, des revues, Front Rouge bien sûr, et les gars viennent jeter un coup d'œil dans ma caisse.

Q. : Dans le nº 23 de Front Rouge, il y a eu un article sur le travail des marxistes-léninistes dans les syndicats qui se terminait en disant que le travail dans les syndicats fait partie de nos tâches révolutionnaires.

R. : Le gros problème pour nous, c'est de toucher les gars. Pour les réunir hors de la boîte, c'est difficile : il n'y a que dans la boîte qu'on peut bosser. Alors 15 h. par mois, c'est intéressant : on peut aller dans les ateliers, discuter, passer nos tracts, même nos journaux. Tandis que là, on est isolé dans notre atelier, on ne peut pas faire grand chose. Alors être délégué, ça peut servir.

Je dis même plus, on peut utiliser n'importe quoi, aller aux Prud'hommes, par exemple. D'accord, si on était assez forts, on n'en aurait pas besoin, on s'en passerait bien. Les lois, ce ne sont pas les nôtres, mais celles des patrons. Mais quand vraiment on ne peut pas faire mieux, autant s'en servir.

Le tout, si on est délégué, c'est de ne pas vivre sur le dos des camarades. Moi, quand j'étais délégué, j'utilisais mes heures pour aller au patron, ou dans les ateliers, mais pour le reste, pour aller au syndicat par exemple, je le faisais en dehors de mes heures de travail.

Q. : Dans ton usine, il y avait un syndicat C.G.T. Peux-tu expliquer ton attitude vis à vis de ce syndicat ?

R. : D'abord, il a fallu déboulonner le délégué C.G.T. révisionniste. Là aussi, c'est la même chose, il ne faut pas perdre une occasion, les attaquer sans arrêt à chaque instant ; leur moindre gaffe, il faut l'utiliser.

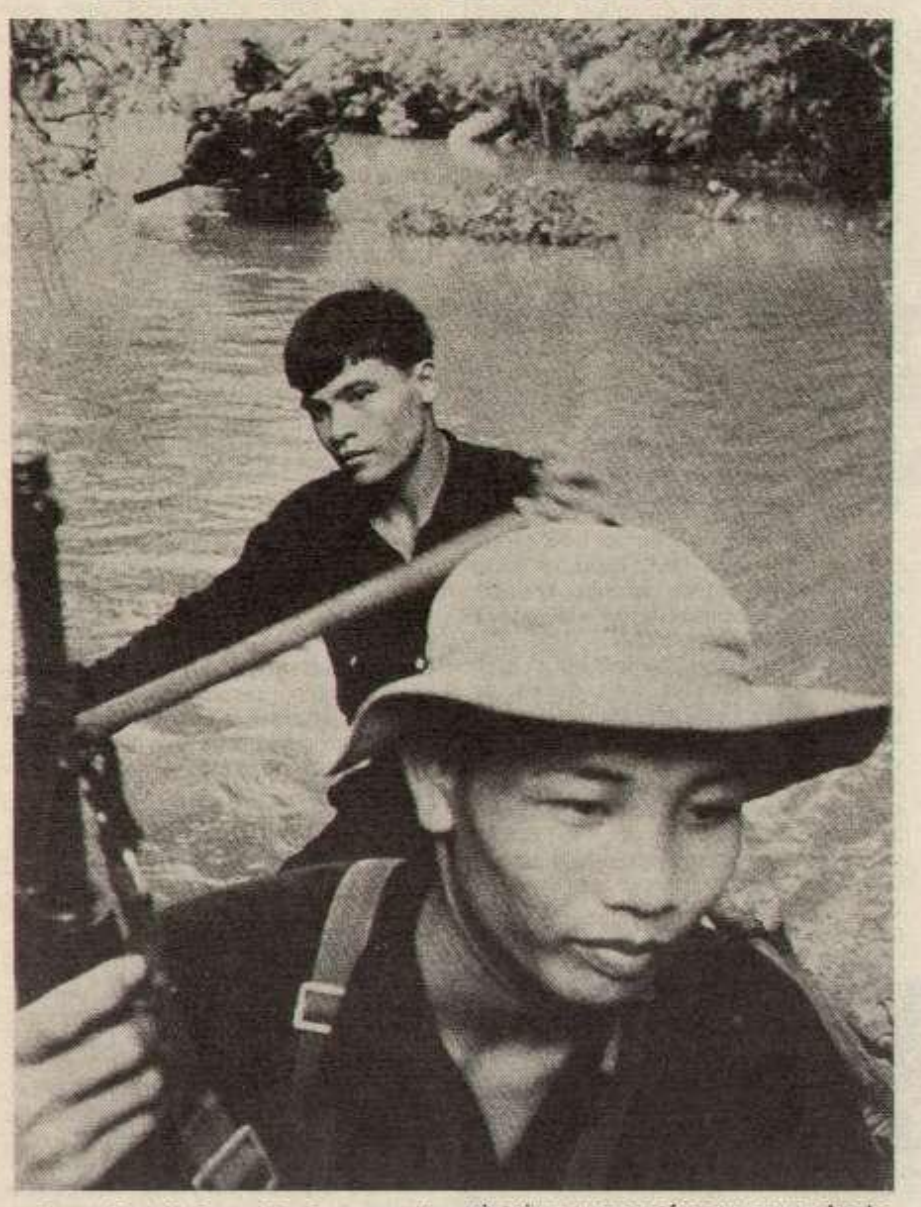
Pour moi, tout est bon. La réclame dans l'Huma : dans le dernier numéro de l'Humanité-Dimanche, il y avait Renault en couleur sur deux pages : je l'ai fait circuler dans l'atelier pour que les gars voient. Au moment des feuilles d'impôt, on a beaucoup discuté de celle de Duclos : il se fait 10 millions par an, quand il y a des gars chez nous qui ne rentrent que 80.000 francs par mois ; des trucs comme ça, ça frappe.

Dans le coin, il y a un maire réviso : depuis qu'il est maire, on ne le voit plus devant les usines, il s'est fait construire une luxueuse villa et sa femme, son fils et ses amis ont une place à la mairie. Il faut dire tout ça. Il faut aussi parler du délégué C.G.T. de la boîte qui ne vient pratiquement plus bosser.

C'est à cause de tout cela qu'on va le déboulonner aux prochaines élections. Alors immédiatement, on dépose un cahier de revendications et on se présente au 2e tour sous une étiquette quelconque, "comité de lutte par exemple."

vietnam

derrière les tanks des F.A.P.L. se renforce le pouvoir populaire



Camp Caroll, Dong Ha, Bastogne, à proximité du 17e parallèle... base Charlie sur les hauts plateaux du centre... Loc Ninh, An Loc au nord de Saïgon... Depuis un mois, l'une après l'autre, les forteresses des troupes fantoches de Saïgon tombent. Les F.A.P.L. sont aux portes de grandes villes comme Hué après avoir pris Quang Tri, Kontum, et à quelques dizaines de kilomètres de Saïgon. L'offensive se poursuit victorieusement, rien ne peut l'arrêter. Une question vient donc immédiatement à l'esprit : est-ce l'offensive finale ? Demain le G.R.P. sera-t-il à Saïgon ?

DESSERRER L'ETAU

On se rappelle l'offensive du Têt en 68 : à l'époque, quelques jours à peine après le début de l'offensive, les maquisards frappaient au cœur même de Saïgon et des bases US, détruisaient le maximum de matériel et de soldats ennemis, puis se retiraient au bout de quelques semaines. Cette année on a les yeux fixés sur les formidables victoires remportées au cours des batailles rangées, de position mettant en jeu une quantité impressionnante d'hommes et de matériel. Ce front là se stabilise depuis un mois dans trois zones (le Quang Tri vers le 17e parallèle, les hauts plateaux et le Binh Long vers Saïgon). S'agit-il d'un piétinement ? de difficultés rencontrées par l'offensive ?

En pensant cela, on oublie simplement que la guerre de libération nationale du peuple vietnamien est une guerre populaire, qu'on ne peut la comparer à ce que nous avons connu en France, par exemple en 1944 lors de la Libération. Deux forces ont libéré la France en 44 : une armée régulière (US Army et 2e DB) qui avançait en chassant l'armée allemande devant elle, et les combattants des maquis, déjà sur place. Mais ces 2 forces agissaient de façon séparée sans véritable lien. Il en est tout autrement au Vietnam aujourd'hui, et les chars des F.A.P.L. autour de An Loc ne doivent pas cacher ce qui se passe sur tout le territoire du Vietnam. Le peuple vietnamien se bat partout et pas seulement sur l'un des trois fronts. En effet, chaque soldat fantoche bloqué par les F.A.P.L. à An Loc ou à Kontoum, c'est un soldat de moins dans une garnison d'un village du delta ou de la cote de Binh Dinh ; ce qui permet aux guérilléros locaux d'emporter la garnison et de mettre fin à la "pacification" du village, en réalité à la répression contre ses habitants. Et puis, même si c'est le plus spectaculaire et le principal, il n'y a pas que l'aspect militaire de l'offensive : chaque heure de combat sur l'un des trois fronts permet, avec beaucoup plus de sécurité et d'efficacité, des milliers d'heures de travail d'explication et d'organisation pour élargir la zone libérée dans tout le Vietnam, y compris derrière la ligne de front. L'offensive des troupes régulières permet de desserrer l'étau des troupes fantoches sur tout le territoire national.

...POUR ELARGIR LE POUVOIR POPULAIRE

Dans une guerre populaire de libération nationale, il ne s'agit pas seulement de détruire l'ennemi, mais aussi de gagner la grande majorité de la population. C'est le rôle des appels lancés par le G.R.P. au ralliement des soldats, des officiers et du personnel de l'armée et de l'administration fantoches. Si ces appels peuvent être lancés aujourd'hui, et sont largement suivis, c'est parce que les victoires militaires des F.A.P.L. ont semé le désarroi et la panique dans le camp ennemi. Et grâce à ces ralliements, les forces ennemies sont sérieusement affaiblies et l'offensive a plus de chance d'être plus rapidement victorieuse. D'ores et déjà, par un moyen ou par un autre, 500.000 soldats fantoches, soit près de la moitié des effectifs totaux, ont été mis hors d'état de nuire, et, à la fin de l'offensive, la quasi totalité de la population du Vietnam sera ralliée aux forces populaires, et les dernières forces vietnamiennes soutenant Thieu et ses maîtres US seront liquidées.

Dans une guerre de libération nationale, il ne s'agit pas seulement de détruire le pouvoir de l'ennemi, mais aussi, en même temps, de construire les bases du Vietnam indépendant et démocratique de demain. C'est ce qui se passe dans chaque nouvelle zone libérée : chaque jour de nouveaux cadres politiques sont formés, une nouvelle administration est mise en place, dans un nouveau village, de nouvelles terres sont mises en culture, par les paysans et pour les paysans. Mais c'est ce qui se passe aussi dans les zones encore provisoirement contrôlées par l'ennemi c'est-à-dire principalement dans les villes : dès aujourd'hui, s'appuyant sur les organisations clandestines en place depuis longtemps et sur les nouvelles forces gagnées, les structures politiques et administratives du Vietnam de demain sont prêtes. Le mouvement étudiant, les manifestations, les grèves sont là pour le prouver. A la fin de l'offensive, le pouvoir US-Thieu ne reposera plus que sur quelques lambeaux d'armée et d'administration... et sur les bombardiers de l'impérialisme US. Partout, le pouvoir populaire, conquis par les fusils du peuple vietnamien, sera présent partout.

...Y COMPRIS A SAIGON

Dans ces conditions, savoir si, au bout de la route nº 13, passant par An Loc, les chars des F.A.P.L. vont rentrer demain à Saïgon ou non, c'est un faux problème. Le seul vrai problème n'est pas celui de la prise de Saïgon, par les F.A.P.L., mais de la prise du pouvoir par le peuple vietnamien. Le pouvoir du G.R.P. est déjà présent presque partout. Quel pouvoir reste-t-il donc aux mains de la clique US-Thieu, sinon celui que lui donne son armée et l'appui américain ? Or la décomposition de l'armée fantoche et sa liquidation sont déjà bien avancées. Quant à l'appui américain, il s'avère de plus en plus inefficace.

D'ores et déjà, la défaite politique et militaire de l'impérialisme US au Vietnam est une réalité. Nixon en est du reste bien conscient puisqu'il est revenu s'asseoir à la Conférence de Paris. La seule chose que lui demande le G.R.P., à Paris, c'est de signer son plan en 7 points : d'évacuer toutes ses troupes et son matériel de guerre et de cesser tout soutien à Thieu. Alors une nouvelle équipe gouvernementale qui ne sera plus aux ordres de l'impérialisme US pourra se mettre en place à Saïgon, avec laquelle le G.R.P. n'aura plus à régler que des contradictions au sein du peuple vietnamien. Le pouvoir populaire, élargi aux 99% du peuple vietnamien, garanti par les fusils des F.A.P.L., s'imposera partout. Le problème de la prise militaire des villes ne se posera même plus.

...Par contre si Nixon persiste, dans sa logique impérialiste, à poursuivre l'escalade, alors l'impérialisme US se retrouvera *seul*, avec ses seules troupes et ses seules forces contre le peuple vietnamien, et contre les peuples des 3 pays d'Indochine. C'est pour lui un choix douloureux à faire, car il a appris qu'à chaque pas dans l'escalade, il ne faisait que resserrer encore le nœud coulant autour de son cou. Les combattants sont prêts, dans les campagnes comme dans les villes, à lui infliger des défaites de plus en plus cuisantes.

le fantoche malien Traore en France

Le fantoche malien Moussa Traore vient d'effectuer une visite officielle en France, dans le but de renforcer le plan d'exploitation du Mali par l'impérialisme français.

Arrivé au pouvoir par le coup d'état de novembre 1968, il annonça vite la couleur : "L'armée a pris le pouvoir pour mettre fin à la radicalisation du régime "marxiste" de Modibo Keita". En fait, il prend aussitôt des mesures souhaitées par les intérêts impérialistes que la politique précédente de Modibo Keita (qui n'avait rien de marxiste) pouvait gêner : libération des circuits commerciaux, appel aux capitaux étrangers, promesse de liquidation des sociétés d'état. Pour les masses, cela veut dire misère et famine. Les salaires restent bloqués à leur niveau de 1959 malgré deux dévaluations de 50 et 12,50%. Les prix des denrées de première nécessité, eux, ne cessent d'augmenter. L'extension rapide des cultures industrielles au seul profit des trusts impérialistes réduit les lopins de terre qui nourrissaient la population. Résultat : les travailleurs maliens, condamnés au chomage sont réduits à émigrer de plus en plus nombreux vers la France.

L'impérialisme français est le premier bénéficiaire d'une telle politique. C'est pour mettre au point de nouveaux accords avec lui que Moussa Traore est en France : Pompidou a annoncé "la participation de la France à la réalisation du plan triennal de développement du Mali", en clair, le plan triennal de développement des intérêts impérialistes au Mali. Une nouvelle convention, qui livrera un nombre encore plus grand de travailleurs maliens au capitalisme français, va être signée.

A BAS MOUSSA TRAORE, CHIEN COUCHANT DE L'IMPERIALISME FRANCAIS !

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS !

VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE MALIEN ET DES PEUPLES AFRICAINS !

8 mai 1945, quand ils étaient ministres... les révisionnistes parmi les assassins des 45000 algériens de Setif

Le 8 mai 1945, en France, le peuple fête la victoire contre le fascisme. A Sétif, en Algérie, le 8 mai 1945, l'armée et la police française, les milices armées des colons massacrent le peuple algérien qui manifestait pour demander l'égalité des droits et la justice. 8 jours de massacre : viols, tortures, des villages entiers égorgés, des fosses communes remplies de cadavres. 45.000 morts, dont plus de la moitié assassinés par les colons qui, estimant insuffisantes les opérations de ratissage menées par les troupes de choc coloniales, se font donner des armes et décident de faire leur propre répression. Le peuple algérien avait été utilisé comme chair à canon par la bourgeoisie française dans la lutte contre le fascisme. En récompense du sang versé par le peuple algérien, le colonialisme répond par le massacre.

La bourgeoisie française a peur. La seconde guerre mondiale a sérieusement ébranlé sa puissance économique. Pour se reconstituer, il lui faut coûte que coûte maintenir son empire colonial. Elle ne peut tolérer le moindre soulèvement qui remettrait en cause sa domination et qui pourrait "contaminer" les autres peuples dominés. C'est pourquoi, à Sétif, la répression est si rapide et brutale. *"Il s'en est fallu de peu que l'Algérie entière ne s'embrase"*, déclare le général Duval, bourreau de Sétif.

En mai 1945, ce gouvernement qui ordonne le massacre n'est pas n'importe quel gouvernement impérialiste : en son sein, il y a des ministres "communistes". Aucun n'a démissionné, bien au contraire. Une délégation du P."C".F. et du P.C.A. se rend auprès du gouvernement général d'Algérie pour exiger plus d'énergie dans la répression : *"Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du Peuple Algérien et d'autres agents hitlériens camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim a réussi à faire couler le sang... La délégation a estimé que ces mesures (de chatiment rapide et impitoyable des provocateurs) appliquées sans délai contribueraient à ramener le calme."* Alger républicain, (journal du P.C.A.), le 12 mai 1945. La désormais traditionnelle thèse des complots-provocations était déjà au point. Qualifier les nationalistes algériens d'agents hitlériens annonce la dénomination actuelle des "gauchistes-fascistes". Au mensonge odieux, s'ajoutait, dans les conditions de l'époque, un véritable appel au meurtre. Cette prise de position, n'est pas le fait du hasard. Deux ans plus tard, lors de l'insurrection malgache, les mêmes ministres "communistes" encouragent la répression (Front Rouge nº 21). Justifier la répression en calomniant les soulèvements, la réclamer, l'encourager, c'est alors pour le P."C."F., non seulement voler au secours de l'impérialisme français en difficulté, mais aussi prouver à la bourgeoisie qu'il pouvait être un bon gestionnaire de l'impérialisme.

Ce rôle de chien de garde de l'empire colonial, le P."C".F. ne l'arrête pas là. Pour briser la volonté d'indépendance nationale, il préconise la répression, mais, il a aussi un autre instrument en Algérie, le P.C.A. Ce parti, est fondé, non par des algériens, mais par des intellectuels et des militants originaires de la métropole colonisatrice. Il réclame l'assimilation, appliquant les thèses bourgeoises de la soi-disant "mission civilisatrice de la France", fondée sur un mépris ouvert des "populations d'Outre-Mer" considérées comme des peuples mineurs. Pour le P."C".F., comme pour le P.C.A., la tutelle française est une bonne chose pour le peuple algérien, et, à plus forte raison quand elle est exercée par un gouvernement à participation communiste.

En 1945, au moment où le peuple algérien tire des leçons de Sétif, le P."C".F. maintient ses positions paternalistes et colonialistes, exprimées au point d'en être carricaturales par Joanny Berlioz, membre du P."C."F., au retour d'une mission d'enquête effectuée en Afrique du Nord au nom du Comité Central en février 1945 (3 mois avant Sétif) : *"Si on veut sauvegarder le prestige de la France, il ne faut placer aux postes de commande de l'Afrique du Nord que des hommes intègres, dévoués au bien public, decidés à s'appuyer sur le peuple, et non sur les forces de la réaction. Tous ceux qui détiennent une part d'autorité doivent considérer qu'ils ont une mission nouvelle : celle de faire aimer la France... Servir la France ne peut consister à laisser croupir Algériens, Tunisiens et Marocains dans des conditions d'existence qui diminuent leur participation à l'œuvre de rénovation française ! "*.

Dans le sang des victimes de Sétif s'est scellé le sentiment national du peuple algérien. Depuis la conquête coloniale, l'impérialisme français n'a jamais connu de véritable répit : pendant un siècle, il lui a fallu réprimer les luttes du peuple algérien, pour imposer sa domination. Depuis quelques années déjà, des patriotes s'organisaient pour réclamer l'indépendance nationale (dans l'Etoile Nord-Africaine)

1945, c'est aussi l'année de l'indépendance du Vietnam, immense espoir pour les peuples opprimés par l'impérialisme français. Dans l'armée française où soldats algériens et indochinois ont combattu côte à côte, ils ont appris leur solidarité anti-impérialiste.

Sétif, mai 45, est pour le peuple algérien l'étape décisive vers la lutte armée de libération nationale qui éclatera avec les premiers attentats de novembre 1954. A chaque étape, le peuple algérien a trouvé en face de lui le P."C".F. et son officine locale, le P.C.A. : déjà, en 1937, quand l'Etoile Nord-Africaine est dissoute par le gouvernement de Front Populaire, le P."C".F. ne lève même pas le petit doigt. Il a eu la même attitude de fidèle laquais de l'impérialisme français, jusqu'à ce que en 1962, le peuple algérien impose son indépendance nationale.

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS ET SES VALETS REVISIONNISTES, ASSASSINS DU PEUPLE ALGERIEN !

abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette, Lyon. — Dépôt légal nº 281, 2e trimestre 1972 — Directeur de Publication : Camille Rey. — Distribué par NMPP. — Commission Paritaire 51 165.